



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

N° DGFIP-DGS-2400051 du 16 juin 2025

- : -

**FOURNITURE DE FONCTIONNALITES DE CENTRES DE CONTACTS A DESTINATION
DE LA DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES (DGFIP) ET DE LA
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION ET DE LA
RÉPRESSION DES FRAUDES (DGCCRF)**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - DOCUMENTS CONSTITUANT LE MARCHÉ.....	5
ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 3 - FORME DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 4 - DURÉE DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 5 - MONTANTS DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 6 - CONDITIONS, DÉLAIS ET LIEUX D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	7
6.1 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	7
6.2 - DÉLAIS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	7
6.3 - LIEUX D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	7
ARTICLE 7 - MAINTENANCE.....	7
ARTICLE 8 – REGIME DU DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	8
8.1 - DROITS CÉDÉS À LA PERSONNE PUBLIQUE.....	8
8.2 – DROITS CONCÉDÉS PAR LA PERSONNE PUBLIQUE.....	9
8.3 – CONNAISSANCES ANTÉRIEURES.....	10
ARTICLE 9 - PRIX ET ÉVOLUTION DES PRIX.....	10
9.1 – CONTENU DES PRIX.....	10
9.2 - FORME DES PRIX.....	10
ARTICLE 10 - CONDITIONS GÉNÉRALES D'ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE.....	12
10.1 – CONTENU DES BONS DE COMMANDE.....	12
10.2 – ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS À BONS DE COMMANDE.....	13
ARTICLE 11 – STATUT DU PERSONNEL DU TITULAIRE.....	13
11.1 – LIENS JURIDIQUES.....	13
11.2 – CONDITIONS D'ACCÈS DU PERSONNEL DU TITULAIRE AUX LOCAUX.....	14
ARTICLE 12 – STABILITÉ ET QUALIFICATION DES ÉQUIPES.....	14
ARTICLE 13 – CONFIDENTIALITÉ.....	14

ARTICLE 14 – AUDITS.....	15
ARTICLE 15 - VÉRIFICATIONS ET RÉCEPTION.....	16
15.1 – VÉRIFICATION ET RÉCEPTION DES PRESTATIONS. ORGANISATION DES VÉRIFICATIONS.....	16
15.2 – VÉRIFICATION DES UO DE MISE EN ŒUVRE ET DE DÉPLOIEMENT, ET DE SERVICES PONCTUELS.....	16
15.3 – VÉRIFICATION DES UO DE SUPPORT, MAINTENANCE COURANTE ET EXPLOITATION.....	17
15.4 – APPELS ET SMS SORTANTS, INTERACTIONS, FOURNITURE DE NUMÉROS TECHNIQUES.....	17
15.5 – AUTRES PRESTATIONS (NOTAMMENT UO DE FORMATION, RÉVERSIBILITÉ).....	17
ARTICLE 16 - PÉNALITÉS.....	18
16.1 – PÉNALITÉS POUR RETARD D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	18
A) NON-RESPECT DES DÉLAIS DE MISE EN SERVICE DE L'UO INIT-U.....	18
B) NON-RESPECT DES DÉLAIS DE MISE EN SERVICE DES UO AUTRES QUE L'UO INIT-U.....	18
16.2 – PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DES EXIGENCES DE QUALITÉ DE SERVICE.....	19
A) PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DES TAUX DE DISPONIBILITÉ.....	19
B) PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DES TEMPS DE RÉPONSE ET DE LA QUALITÉ DE LA VOIX.....	19
C) PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DU TEMPS D'INTERVENTION (GTI) ET DU TEMPS DE RÉTABLISSEMENT DE SERVICE (GTR)	20
D) PÉNALITÉS POUR AUDIT SUPPLÉMENTAIRE.....	20
ARTICLE 17 - LIQUIDATION DES PAIEMENTS.....	20
17.1 - UO DE MISE EN ŒUVRE ET DE DÉPLOIEMENT, ET DE SERVICES PONCTUELS.....	20
17.2 - UO DE SUPPORT, MAINTENANCE COURANTE ET EXPLOITATION, ET DE SERVICES PONCTUELS.....	21
17.3 - APPELS ET SMS SORTANTS, INTERACTIONS ET FOURNITURE DE NUMÉROS TECHNIQUES.....	21
17.4 - AUTRES PRESTATIONS (NOTAMMENT UO DE FORMATION, RÉVERSIBILITÉ).....	21
17.5 - IMPUTATION.....	21
ARTICLE 18 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....	21
18.1 - DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT DU TITULAIRE.....	22
18.2 - DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT DU SOUS-TRAITANT.....	22
18.3 - INTÉRÊTS MORATOIRES.....	23
ARTICLE 19 - AVANCE.....	24
ARTICLE 20 – ÉTABLISSEMENT ET TRANSMISSION DES FACTURES.....	24
ARTICLE 21 – DÉMATÉRIALISATION.....	25
ARTICLE 22 – DROIT– LANGUE – MONNAIE.....	26

ARTICLE 23 – LITIGES ET CONTENTIEUX.....	26
23.1 - RÈGLEMENT AMIABLE DES DIFFÉRENDS INTÉGRANT LA MÉDIATION INTERNE.....	26
23.2 - RÈGLEMENT CONTENTIEUX DES DIFFÉRENDS.....	28
ARTICLE 24 – MODIFICATION DU CONTRAT.....	28
ARTICLE 25 – RÉSILIATION.....	29
ARTICLE 26 – EXÉCUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	29
ARTICLE 27 – SOUS-TRAITANCE.....	29
ARTICLE 28 – GARANTIE À PREMIÈRE DEMANDE OU CAUTION.....	30
ARTICLE 29 – CESSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES.....	30
ARTICLE 30 - SANCTIONS EN MATIÈRE DE TRAVAIL DISSIMULÉ.....	30
ARTICLE 31 - LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DÉTACHÉ ILLÉGAL.....	31
ARTICLE 32 – PLAFONNEMENT DES PÉNALITÉS.....	32
ARTICLE 33 – LIMITATION DE RESPONSABILITÉ.....	32
ARTICLE 34 – CLAUSE SOCIALE-ÉGALITÉ DE TRAITEMENT ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES AFFECTÉS À L’EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	33
ARTICLE 35 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....	33
ARTICLE 36 – ÉTABLISSEMENT D’UN BILAN D’ÉMISSION DE GAZ A EFFET DE SERRE (BEGES)	33
ARTICLE 37 – DÉROGATIONS.....	34
ANNEXE – OBLIGATIONS RELATIVES A LA PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.....	34

ARTICLE 1 - DOCUMENTS CONSTITUANT LE MARCHÉ

Le marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2 et R2161-2 à 5 du code de la commande publique. Les documents contractuels le constituant sont dans l'ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement signé électroniquement par le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur, et son annexe financière ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) n° DGFIP-DGS-2400051 du 16 juin 2025 et son annexe RGPD, dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n° DGFIP-DGS-2400051 du 16 juin 2025 et ses annexes n°1 « Liste des exigences incontournables » n°2 « description à date du périmètre des Unités Fonctionnelles » n°3 « RGAA », n°4 « liste a minima des indicateurs attendus en matière de statistiques en temps réel et en temps différé », n°5 « questionnaire des mesures de sécurité appliquées », dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG/TIC), approuvé par l'arrêté du par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- le cahier des clauses simplifiées de cybersécurité (CCSC) approuvé par l'arrêté du 18 septembre 2018 ;
- l'offre technique du titulaire.

En cas de contradiction entre ces différents documents, ceux-ci prévalent dans l'ordre d'énumération ci-dessus.

ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet la fourniture de fonctionnalités de Centres de Contacts à destination de la DGFIP et de la DGCCRF.

Les prestations attendues sont décrites dans le CCTP.

ARTICLE 3 - FORME DU MARCHÉ

Le présent marché, qui n'est pas alloti, est un accord-cadre à bons de commande au sens de l'article L2125-1-1° et R2162-1 à R2162-6 du code de la commande publique.

Les prestations sont commandées sur la base d'unités d'oeuvre (UO) listées et détaillées au chapitre 4 et 5 du CCTP.

ARTICLE 4 - DURÉE DU MARCHÉ

Le présent marché prend effet à sa date de notification.

Sa durée est de 48 mois à compter de la date de sa prise d'effet. Il peut ensuite être reconduit tacitement jusqu'à deux fois par période de 12 mois, pour une durée maximale totale de 72 mois.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

La personne publique peut décider de ne pas reconduire le marché par décision expresse de son représentant, intervenant au plus tard un mois avant l'échéance de la période en cours d'exécution.

La décision de non reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du titulaire et n'a pas à être motivée.

Les dispositions du présent CCAP s'appliquent à la période initiale et à la période de reconduction.

La DGFIP se réserve la possibilité de résilier, pendant la durée d'exécution du marché, les fonctionnalités pour centres de contacts qui ne seraient plus utilisées, moyennant un préavis d'un (1) mois.

ARTICLE 5 - MONTANTS DU MARCHÉ

Le montant minimum du marché est fixé à 10 000 000 € HT sur sa durée initiale de 48 mois. Le marché ne comporte pas de montant minimum pour chacune des périodes de reconduction.

Le montant maximum pour la durée totale du marché (72 mois période initiale et périodes de reconduction) est fixé à 75 000 000 € HT.

ARTICLE 6 - CONDITIONS, DÉLAIS ET LIEUX D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

6.1 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations à réaliser au titre du marché seront exécutées dans les conditions définies dans le CCTP.

6.2 - Délais d'exécution des prestations

La durée maximale d'exécution des bons de commande est de douze (12) mois.

Les délais de réalisation des prestations commandées sont détaillés dans le CCTP.

Les bons de commande pourront être émis pendant toute la durée de validité du marché. Dans tous les cas leur exécution devra être achevée au plus tard six (6) mois après la date de fin de validité du marché.

La dernière année d'exécution du marché, la DGFIP se réserve la possibilité de commander des unités d'oeuvre de support, maintenance et exploitation (UO SME) ainsi que des forfaits interactions pour une durée comprise entre 6 et 12 mois.

6.3 - Lieux d'exécution des prestations

Les prestations se dérouleront dans les locaux de la DGFIP et de la DGCCRF sur l'ensemble du territoire national ainsi que dans les locaux sécurisés du titulaire qui auront reçu l'agrément de la DGFIP et de la DGCCRF.

ARTICLE 7 - MAINTENANCE

Le titulaire assure un service de maintenance dans les conditions définies au paragraphe 9.3 du CCTP et selon les modalités détaillées dans son offre.

ARTICLE 8 – REGIME DU DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

8.1 - Droits cédés à la personne publique

Par dérogation à l'article 46.2.1 du CCAG/TIC, la cession de l'intégralité des droits de propriété intellectuelle portant sur les résultats du marché (tels que définis à l'article 43.1 du CCAG/TIC), en particulier les droits patrimoniaux des droits d'auteur et des droits voisins, est consentie à la personne publique à titre exclusif pour le monde entier et pour toute la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle.

Les droits cédés comprennent notamment :

- le droit de reproduire ou de faire reproduire les résultats et, pour les logiciels et bases de données, leurs évolutions et mises à jour, sans limitation de nombre, en tout ou en partie, par tous moyens et procédés, sur tous supports et tous matériaux tant actuels que futurs, connus ou inconnus, et notamment sur support papier ou dérivé, plastique, numérique, magnétique, électronique ou informatique, par téléchargement, vidéogramme, CD-Rom, CD-I, DVD, disque, disquette, réseau ;
- le droit de représenter ou de faire représenter les résultats par tout moyen de diffusion et de communication actuel ou futur, connu ou inconnu, notamment par tout réseau de télécommunication en ligne, tel que internet, intranet, réseau de télévision numérique, transmission par voie hertziennne, par satellite, par câble, wap, système télématique interactif, par téléchargement, télétransmission, réseaux de téléphonie avec ou sans fil ;
- le droit d'adapter, modifier, transformer, faire évoluer, en tout ou en partie, les résultats, de réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de les maintenir, de les décompiler, de les mixer, modifier, assembler, transcrire, arranger, numériser, porter sur toute configuration, interfacer avec tout logiciel, base de données, produit informatique, utiliser les algorithmes à toutes fins, les transcrire en tout ou en partie, sous toute forme, modifiée, amputée, condensée, étendue, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir, et ce sur tout support papier ou magnétique ou optique et notamment internet, disque, disquette, bande, CD-Rom, listing ;

- le droit de traduire ou de faire traduire les résultats, en tout ou en partie, en toute langue et de reproduire les résultats en résultant sur tout support, papier, magnétique, optique ou électronique, et notamment sur internet, disque, disquette, bande, CD-Rom, listing ;
- le droit de mettre sur le marché, de distribuer, commercialiser, diffuser les résultats, par tous moyens, y compris la location et le prêt, à titre gratuit ou onéreux ;
- le droit de faire tout usage et d'exploiter les résultats, pour les besoins de ses activités propres ou au bénéfice de tiers, à quelque titre que ce soit ;
- le droit de céder tout ou partie des droits cédés, et notamment de consentir à tout tiers tout contrat de reproduction, de distribution, de diffusion, de commercialisation, de fabrication, sous quelque forme, quelque support et quelque moyen que ce soit, à titre onéreux ou gratuit ;
- le droit d'autoriser ou d'interdire toute réutilisation/et ou toute extraction substantielle des contenus des bases de données ;

Le titulaire s'engage à remettre à la personne publique tous les éléments permettant au pouvoir adjudicateur l'exercice de ces droits, notamment les codes sources et codes objets ainsi que la documentation associée et plus généralement tout élément nécessaire au maintien en condition opérationnelle du code livré.

La présente cession est effective à compter de la livraison des résultats sous condition de la réception des prestations.

Le prix de la cession est compris de façon forfaitaire et définitive dans le prix du marché.

8.2 – Droits concédés par la personne publique

Afin de permettre au titulaire d'exécuter toutes les prestations objet du marché, à cette seule fin et pendant la seule durée nécessaire, la personne publique concède au titulaire tous les droits nécessaires à l'exécution desdites prestations, dont le droit d'utilisation, le droit de correction, d'adaptation, de modification et de reproduction des éléments fournis par la personne publique.

8.3 – Connaissances antérieures

Le titulaire devra obtenir l'autorisation de la personne publique avant toute incorporation de connaissances antérieures aux prestations et résultats du marché.

Par dérogation à l'article 45 du CCAG/TIC, les connaissances antérieures du titulaire incorporées ou indissociables des résultats suivent le régime des résultats décrit à l'article 8.1, à l'exception de la cession qui est consentie à titre non exclusif sur les éléments concernés.

ARTICLE 9 - PRIX ET ÉVOLUTION DES PRIX

9.1 – Contenu des prix

Les prix des prestations sont mentionnés dans l'annexe financière à l'acte d'engagement. En ce qui concerne les unités d'oeuvre de support, maintenance et exploitation (UO SME), ainsi que les forfaits interactions, qui seraient commandés au cours de la dernière année d'exécution du marché pour une durée comprise entre 6 et 12 mois (cf. article 6.2 supra), les prix seront proratisés au nombre de mois commandés.

Les prix comprennent tous les frais et les dépenses nécessaires à l'exécution du présent marché et plus généralement au respect de l'ensemble des obligations souscrites par le titulaire.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autre frappant obligatoirement les prestations, ainsi que tous les frais, notamment de transport, d'hébergement ou de déplacement du personnel du titulaire, de transport ou de livraison à l'adresse indiquée par chaque entité bénéficiaire d'éléments nécessaires à l'exécution des prestations telles qu'elles sont décrites dans le CCTP.

9.2 - Forme des prix

Les prix mentionnés dans l'annexe financière à l'acte d'engagement sont des prix hors taxes.

Les prix sont fermes pour les deux premières années de validité du marché. Ils sont ensuite révisés à la date anniversaire de prise d'effet du marché par application de la formule suivante :

$$P = P_o (0,40 + 0,60 (CPF\ 62.02 / CPF\ 62.02_o))$$

dans laquelle :

P = prix révisé hors TVA ;

P_o = prix de l'offre ;

CPF 62.02 = dernier indice trimestriel publié à la date de révision¹

CPF 62.02_o = indice correspondant au trimestre du mois de dépôt de l'offre par le titulaire ou, si ce dernier n'est pas encore publié, au trimestre précédent².

Indice INSEE utilisé = Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 62.02 – Services de conseil en informatique - Identifiant 010766573

Les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec au maximum quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, il sera procédé à l'arrondi arithmétique de la manière suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le coefficient de révision final est arrondi au millième supérieur.

Les prix de règlement établis dans les conditions fixées ci-dessus n'ont pas à être constatés par avenant.

Par dérogation à l'article 10.2 du CCAG-TIC, les prix applicables sont ceux en vigueur à la date d'émission du bon de commande et restent inchangés quel que soit le délai d'exécution des commandes.

1 Y compris indice non définitif.

2 Y compris indice non définitif.

ARTICLE 10 - CONDITIONS GÉNÉRALES D'ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE

10.1 – Contenu des bons de commande

La liste des prestations susceptibles d'être commandées, avec indication du prix unitaire est jointe en annexe à l'acte d'engagement.

Au fur et à mesure de ses besoins, la personne publique adresse au titulaire des bons de commande comportant les indications suivantes :

- un numéro et une date ;
- la référence CHORUS du marché ;
- la désignation de la prestation commandée et le nombre d'unités d'oeuvre commandées ;
- le prix unitaire de chaque unité d'oeuvre ;
- le taux de remise éventuelle;
- le prix total H.T. et T.T.C. ;
- la date de début de la prestation et la durée d'exécution ;
- le délai de mise en service et opérationnel maximum fixé au CCTP ;
- le lieu d'exécution de la prestation.

Tous les bons de commande chorus, y compris ceux passés pour le compte de la DGCCRF, sont émis par la DGFIP.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la commande pour présenter ses remarques relatives aux erreurs de rédaction des bons de commande et pouvant éventuellement donner lieu à l'établissement d'un bon de commande rectificatif. Passé ce délai, la commande est réputée acceptée sans réserve.

Après notification de la commande, le titulaire prend contact avec le bénéficiaire pour mise au point du calendrier et des modalités détaillées d'exécution.

10.2 – Arrêt de l'exécution des prestations à bons de commande

La personne publique se réserve la possibilité, en accord avec le titulaire, d'arrêter l'exécution des prestations ayant donné lieu à un bon de commande. Elle notifie alors sa décision au titulaire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal, ou par tout moyen permettant de donner date certaine à la transmission, et selon un préavis de deux (2) semaines.

Cet arrêt ne saurait donner lieu à indemnité au profit du titulaire et n'entraîne pas pour autant l'objet d'une résiliation du marché. Le paiement est effectué au prorata des prestations réellement exécutées.

Le décompte de liquidation comprendra :

- Au débit du titulaire :
 - le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de paiement partiel définitif ou de solde ;
 - le montant des pénalités ;
- Au crédit du titulaire :
 - la valeur contractuelle des prestations reçues ;
 - la valeur des prestations fournies éventuellement si la personne publique exige du titulaire la remise des prestations en cours d'exécution.

ARTICLE 11 – STATUT DU PERSONNEL DU TITULAIRE

Cet article concerne le personnel du titulaire et de manière générale tout intervenant agissant pour le compte du titulaire (sous-traitant).

11.1 – Liens juridiques

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire et de manière générale de tout intervenant pour son compte (sous-traitant) demeurent, à tous les égards, les salariés du titulaire ou du sous-traitant (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...). Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du titulaire (ou du sous-traitant) pendant la durée de la prestation est entièrement pris en charge par le titulaire (ou le sous-traitant).

11.2 – Conditions d'accès du personnel du titulaire aux locaux

Les personnels du titulaire et de manière générale de tout intervenant pour son compte (sous-traitant) sont soumis aux mêmes conditions d'accès sur les sites de la personne publique que tout agent au service de l'Etat. Ils sont tenus de respecter le règlement intérieur et les consignes de discipline générale de l'administration, notamment en ce qui concerne la sécurité.

ARTICLE 12 – STABILITÉ ET QUALIFICATION DES ÉQUIPES

Le titulaire s'engage à assurer la stabilité et le niveau de compétences de ses équipes pendant toute la durée d'exécution du marché.

Le titulaire doit notamment désigner un responsable du marché, interlocuteur unique de la DGFIP, qui répondra de la bonne exécution des prestations dues par le titulaire du présent marché. Cette personne ne pourra pas être remplacée pendant la durée d'intervention sauf cas de force majeure ou en cas d'insuffisance professionnelle avérée et signalée au titulaire. En cas d'indisponibilité de cette personne, la personne publique peut par dérogation à l'article 47 du CCAG/TIC résilier le marché sans indemnisation du titulaire.

Les prestations seront réalisées par les personnels du titulaire dont les profils correspondront aux profils types décrits dans sa proposition et tenant compte des besoins exprimés dans le CCTP du présent marché et son Annexe n°1 « Liste des exigences incontournables ».

En cas de changement d'un intervenant, le titulaire assure à ses frais la formation du remplaçant et la transmission des connaissances du projet nécessaires à l'exécution des prestations. En aucun cas, le remplacement du personnel du titulaire ne pourra générer une augmentation des prix ou une diminution des niveaux de services ou un retard dans les livraisons.

ARTICLE 13 – CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire est tenu aux obligations de confidentialité prévues à l'article 5 du CCAG/TIC pour ce qui a trait aux renseignements et documents dont il aura eu connaissance au cours de ses travaux ou du fait de sa présence dans les locaux de l'administration.

Le titulaire s'engage à appliquer et à faire appliquer cette obligation de confidentialité sur les informations qui lui seront communiquées dans le cadre de sa prestation ainsi que sur celles dont ses personnes auront pu ou pourront avoir connaissance à l'occasion de leurs travaux. Il veillera également à faire respecter ses obligations par ses sous-traitants et le personnel de ces derniers.

Les présentes obligations de confidentialité se poursuivent après la fin de l'exécution du marché pour une durée maximale de deux ans. Cette durée pourra toutefois être prolongée, d'un commun accord entre les parties, pour certaines informations dont la nature le justifie et qui devront être communiquées par écrit par la personne publique en mentionnant la durée spécifique des obligations de confidentialité associées sur chaque bon de commande ou un document spécial.

L'administration se réserve le droit de dénoncer le contrat ou la part non exécutée du contrat sans indemnité pour le titulaire en cas de non-respect des obligations de confidentialité par le titulaire et les préposés du titulaire dans les conditions prévues ci-dessus.

Dans ce cas particulier, la résiliation pourrait entraîner l'exclusion temporaire ou définitive du titulaire des marchés publics.

ARTICLE 14 – AUDITS

La personne publique se réserve à tout moment la possibilité de réaliser des audits internes ou externes sur les prestations du titulaire, particulièrement en matière d'accessibilité numérique, dans ses locaux ou ceux de l'Administration. Ce dernier s'engage à communiquer, dans ce cadre, les informations nécessaires à ces audits.

ARTICLE 15 - VÉRIFICATIONS ET RÉCEPTION

15.1 – Vérification et réception des prestations. Organisation des vérifications

Les prestations, objet du présent marché, sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations contractuelles.

Chaque bénéficiaire (Unité Fonctionnelle telle que définit dans le CCTP) remplit et signe les procès-verbaux produits par le titulaire. Au regard de ces documents, le gestionnaire du marché (Bureau SI2) établit l'attestation du service fait (ASF) qui synthétise les réceptions et engage le paiement des prestations.

Le bureau SI2, en sa qualité de représentant du pouvoir adjudicateur, valide le caractère opérationnel des prestations selon les conditions prévues au chapitre 12 du CCTP.

15.2 – Vérification des UO de mise en œuvre et de déploiement, et de services ponctuels

Sauf indication contraire dans le bon de commande, la procédure de réception se déroulent en trois étapes :

- la vérification d'aptitude au bon fonctionnement (VABF) ;
- la mise en service (MES) ;
- la vérification de service régulier (VSR).

Les opérations de vérification d'aptitude au bon fonctionnement (VABF) sont effectuées dans les conditions définies au paragraphe 12.1.1 du CCTP.

La VABF comprend la recette fonctionnelle et technique dont les modalités sont décrites au paragraphe 12.1.1 du CCTP.

Si la VABF est positive, le bureau SI2A autorise le titulaire à procéder à la mise en service (MES), et engage la VSR.

Les opérations de vérification de service régulier sont définies au paragraphe 12.1.2 du CCTP.

15.3 – Vérification des UO de support, maintenance courante et exploitation

Les prestations sont vérifiées à terme échu par trimestre civil.

Les vérifications ont pour objet de constater que les prestations ont été exécutées conformément aux stipulations du marché.

Par dérogation à l'article 32.2 du CCAG/TIC, les opérations de vérification sont effectuées en une seule étape.

Sauf décision d'ajournement, de réfaction ou de rejet prononcée et notifiée dans un délai d'un mois (1) à l'issue de la livraison des prestations, ces dernières sont réputées reçues.

15.4 – Appels et SMS sortants, interactions, fourniture de numéros techniques

Les prestations d'abonnement et les consommations donnent lieu à une constatation de service fait à la fin de chaque trimestre civil échu.

15.5 – Autres prestations (notamment UO de formation, réversibilité)

Les prestations sont vérifiées unité d'oeuvre par unité d'oeuvre, à l'achèvement des prestations. Les vérifications ont pour objet de constater que les prestations ont été exécutées conformément aux stipulations du marché.

Toutefois, dans le cas d'un bon de commande comportant plusieurs unités d'oeuvre relatives à la réalisation d'une opération, les vérifications pourront porter sur un ensemble d'unités d'oeuvre, à l'issue de la livraison de la dernière unité d'oeuvre de cet ensemble. Le bon de commande précisera le cas où cette clause est applicable.

Par dérogation à l'article 32.2 du CCAG/TIC, les opérations de vérification sont effectuées en une seule étape.

Sauf décision expresse d'ajournement, de réfaction ou de rejet prononcée et notifiée dans un délai d'un (1) mois à l'issue des prestations, ces dernières sont réputées reçues.

ARTICLE 16 - PÉNALITÉS

En cas de non-respect par le titulaire de ses engagements contractuels, l'administration se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes :

- pénalités pour retard d'exécution des prestations ;
- pénalités pour non-respect des exigences de qualité de service ;
- pénalités pour audit supplémentaire.

16.1 – Pénalités pour retard d'exécution des prestations

A) Non-respect des délais de mise en service de l'UO INIT-U

Lorsque les délais d'exécution des prestations mentionnés dans le bon de commande relatif à l'UO INIT-U est dépassé et que la responsabilité du retard n'incombe pas à l'administration, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée, par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{500}$$

Dans laquelle :

P = montant de la pénalité

V = valeur pénalisée égale au montant de la prestation commandée ;

R = nombre de jours de retard

B) Non-respect des délais de mise en service des UO autres que l'UO INIT-U

Lorsque les délais d'exécution des prestations mentionnés dans les bons de commande sont dépassés et que la responsabilité du retard n'incombe pas à l'administration, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée, par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{100}$$

Dans laquelle :

P = montant de la pénalité

V = valeur pénalisée égale au montant de la prestation commandée ;

R = nombre de jours de retard

16.2 – Pénalités pour non-respect des exigences de qualité de service

En cas de non-respect des exigences de qualité de service, définies au chapitre 8 du CCTP, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités pour défaut de qualité de service calculées dans les conditions ci-après.

Les pénalités associées aux engagements de qualité de service sont applicables dès la phase de mise en service (MES) des prestations commandées, telle que décrite au CCTP (chapitre 12 procédures de réception).

A) Pénalités pour non-respect des taux de disponibilité

Les valeurs de qualité de service exigées sont définies au chapitre 8 du CCTP. En cas de non-respect des taux de disponibilité par module mentionné au chapitre précité, le titulaire du marché est passible d'une pénalité égale à 1/100 du montant de la redevance (couvrant une durée de 9 ou 12 mois selon les UO commandées) de support, maintenance et exploitation de l'ensemble des UO concernées, par heure de non-respect constatée. Au delà de la première heure, toute heure commencée est prise en compte pour le calcul des pénalités. La redevance annuelle couvre la période de 12 mois correspondant à l'année de validité du marché.

La base du décompte de l'indisponibilité est déterminée par l'heure indiquée sur le ticket incident ouvert chez le titulaire ou l'heure de découverte de la panne par l'opérateur.

B) Pénalités pour non-respect des temps de réponse et de la qualité de la voix

Les exigences du bénéficiaire en matière de temps de réponse et de qualité de la voix sont définies au chapitre 8 du CCTP. Le non-respect de ces exigences donne lieu à l'application d'une pénalité.

La pénalité est calculée d'après la formule suivante :

$$P = 10/100 \times F$$

Dans laquelle :

P = montant de la pénalité

V = valeur pénalisée égale au montant de la prestation commandée ;

R = nombre de jours de retard

F = 1/4 du montant de la redevance (couvrant une durée de 9 ou 12 mois selon les UO commandées) du support, maintenance et exploitation de l'ensemble des UO concernées. La redevance couvre une période de 9 ou 12 mois correspondant à la durée des UO commandées.

C) Pénalités pour non-respect du temps d'intervention (GTI) et du temps de rétablissement de service (GTR)

Les exigences du bénéficiaire en matière de respect du temps de rétablissement de service sont définies au chapitre 8.

Le dépassement des délais de rétablissement de service par le titulaire donne lieu à l'application d'une pénalité égale à :

Le dépassement des délais de rétablissement de service par le titulaire donne lieu à l'application d'une pénalité égale à 1/100 de la redevance (couvrant une durée de 9 ou 12 mois selon les UO commandées) de support, maintenance et exploitation de l'ensemble des UO concernées, par tranche de quatre (4) heures décomptée en dépassement de l'objectif dans la période d'intervention définie au paragraphe 8.6 du CCTP (8h-20h du lundi au vendredi, hors jours fériés). La redevance couvre une période de 9 ou 12 mois correspondant à la durée des UO commandées.

D) Pénalités pour audit supplémentaire

A périmètre fonctionnel constant, si des non-conformités imputables à une défaillance du titulaire persistent après la réalisation par l'administration de deux audits, une pénalité de 2 000 euros sera appliquée pour chaque audit supplémentaire, jusqu'à correction de l'ensemble de ces anomalies.

ARTICLE 17 - LIQUIDATION DES PAIEMENTS

Pour les services ponctuels, le bon de commande précisera la procédure de réception (3 étapes ou 1 seule décrites au point 12 du CCTP).

17.1 - UO de mise en œuvre et de déploiement, et de services ponctuels

Le titulaire perçoit :

- un acompte de 40 % à la livraison des prestations commandées ;

- un acompte de 40 % à la date de prononcé de la Vérification d'aptitude au Bon Fonctionnement (VABF) ;
- le solde restant, soit 20 %, à la date de prononcé de la Vérification de Service Régulier (VSR).

17.2 - UO de support, maintenance courante et exploitation, et de services ponctuels

Le paiement des prestations est effectué à terme échu par trimestre civil à compter de la mise en service (MES).

Pour les trimestres incomplets, le règlement sera effectué prorata temporis sur la base d'un trimestre de quatre-vingt-dix (90) jours.

17.3 - Appels et SMS sortants, interactions et fourniture de numéros techniques

Le paiement est effectué à terme échu par trimestre civil en fonction de l'attestation de service fait établie à la fin de chaque trimestre civil.

Pour les périodes civiles incomplètes, les redevances sont payées prorata temporis sur la base d'un trimestre de quatre-vingt dix (90) jours.

17.4 - Autres prestations (notamment UO de formation, réversibilité)

Le paiement est effectué à la réception des prestations.

17.5 - Imputation

Les pénalités dont le titulaire pourrait être redevable seront réglées par imputation sur les paiements à effectuer. Si l'imputation n'est pas possible, un titre de perception sera émis.

ARTICLE 18 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Les paiements seront effectués, par virement avec mandatement, selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 du CCAG/TIC. Le délai global de paiement est fixé à trente (30) jours, conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique.

18.1 - Délai global de paiement du titulaire

Le point de départ du délai global de paiement du titulaire correspond :

- soit à la date de réception de la facture. Afin de raccourcir le délai de paiement, le titulaire est invité à joindre à sa facture le procès-verbal correspondant de versement d'acompte ou de réception par les services de la personne publique ;
- soit à la date du procès verbal de réception correspondant si elle est postérieure à la date de réception de la facture.

Pour toute avance versée en application de l'article R2191-3 du code de la commande publique, le délai de paiement court :

- soit à compter de la date de notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution des prestations correspondant à l'avance si un tel acte est prévu ;
- soit à compter de la date de notification du présent marché à défaut.

Pour tout acompte versé en application de l'article R2191-20 du code de la commande publique, le délai de paiement court à compter de la date de notification des pièces nécessaires à la justification du paiement.

Pour toute indemnité de résiliation versée au titulaire, le délai de paiement court à compter de la date à laquelle le montant de l'indemnité est arrêté.

18.2 - Délai global de paiement du sous-traitant

Le paiement du sous-traitant, bénéficiant du paiement direct en application de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975, s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. Le délai global de paiement est fixé à trente (30) jours.

Le point de départ du délai global de paiement du sous-traitant correspond :

- soit à la date de réception par la personne publique de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé ;
- soit à la date d'expiration du délai de quinze (15) jours mentionné à l'article R2193-12 du code précité, si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus à la personne publique.

Pour toute avance versée en application de l'article R2191-3 du code de la commande publique, le délai de paiement court :

- soit à compter de la date de notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution des prestations correspondant à l'avance si un tel acte est prévu ;
- soit à compter de la date de notification du présent marché à défaut.

Pour tout acompte versé en application de l'article R2191-20 du code précité, le délai de paiement court à compter de la date de notification des pièces nécessaires à la justification du paiement.

18.3 - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai global de trente (30) jours des sommes dues en principal emporte, de plein droit et sans autre formalité, versement d'intérêts moratoires et versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement au profit :

- du titulaire du marché ;
- du sous-traitant du marché soumis au régime du paiement direct en vertu de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes effectuées avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Lorsqu'ils sont appliqués aux acomptes ou au solde, les intérêts moratoires sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, après application des clauses de révision et de pénalisation. Les intérêts moratoires sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à quarante (40) euros. Le paiement de cette indemnité intervient dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 19 - AVANCE

Conformément aux articles R2191-3 et suivants du code de la commande publique, une avance est versée au titulaire sauf refus de sa part.

Pour la période initiale de 48 mois, l'avance est versée en une seule fois et est égale à 5 % du montant TTC minimum du marché multiplié par douze (12) et divisé par la durée en mois de la période initiale (48 mois).

Pour chaque période de reconduction, en l'absence de montant minimum, les dispositions de l'article R2191-16 du code s'appliquent.

Dans le cas où le titulaire ou l'un de ses sous-traitants admis au paiement direct serait une petite ou moyenne entreprise, au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 (article R 2151-13 du code de la commande publique), le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le remboursement de l'avance sera effectué dans les conditions prévues aux articles R2191-11 et 12 du code de la commande publique.

ARTICLE 20 – ÉTABLISSEMENT ET TRANSMISSION DES FACTURES

Conformément à l'article 3 de l'Ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'imposera aux fournisseurs, en fonction de la catégorie de leur entreprise, entre le 1^{er} janvier 2017 (pour les grandes entreprises et les personnes publiques) et le 1^{er} janvier 2020 (pour les microentreprises).

✓ Factures dématérialisées :

Elles seront transmises selon l'une des méthodes listées à l'article 21 du présent document. Le titulaire veillera à ce qu'y soient clairement mentionnés :

- le numéro d'engagement juridique : n° de bon de commande Chorus, ou n° de marché (n° court) s'il n'y a pas de bon de commande.
- le code du service exécutant des demandes de paiement (service facturier). Ce code est précisé dans les bons de commande.

Pour la DGFIP-DGSSI, le code est **FAC9470075**.

Les factures afférentes au paiement devront également comporter les mentions suivantes :

- la date d'établissement de la facture ;

- le nom et l'adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est indiqué à l'acte d'engagement ;
- le numéro chorus et la date du marché ;
- le numéro chorus et la date du bon de commande ;
- les prestations exécutées ;
- le prix unitaire hors taxe ;
- le (ou les) taux de remise appliqué(s) le cas échéant ;
- le taux et le montant des taxes ;
- le prix total hors taxe ;
- le prix total toutes taxes comprises.

Afin de raccourcir le délai de paiement, le titulaire est invité à joindre à sa facture le procès-verbal correspondant de versement d'acompte ou de réception par les services de la personne publique.

L'absence d'une des mentions obligatoires sur la facture et/ou d'une des annexes nécessaires correspond à un cas de non-conformité de la facture qui pourra entraîner son rejet.

En cas de rejet de la facture, celle-ci sera retournée au titulaire qui devra corriger les erreurs ou omissions relevées avant de renvoyer ladite facture au service facturier mentionné supra. Le délai légal de paiement sera suspendu jusqu'à la réception d'une facture complète et conforme.

Le comptable chargé du paiement est désigné dans l'acte d'engagement. Dans les conditions prévues au paragraphe 9.4 du CCTP, le titulaire met à disposition du bénéficiaire un accès extranet en ligne sécurisé proposant notamment les factures détaillées.

ARTICLE 21 – DÉMATÉRIALISATION

Les bons de commandes et les procès-verbaux de réception sont transmis au titulaire sous forme dématérialisée. Le titulaire doit fournir une adresse de messagerie électronique pérenne à laquelle ces documents seront transmis.

Pour l'envoi de ses factures sous forme dématérialisée, le titulaire pourra utiliser :

- soit le portail Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>) qui permet une saisie des factures en ligne ou un dépôt au format pdf (cf. conditions d'utilisation sur le site) ;
- soit la procédure d'échange de données informatisées (EDI). Pour la mise en œuvre de cette procédure, le titulaire doit contacter l'AIFE.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr> ; rubriques «aide» ou «en savoir plus».

ARTICLE 22 – DROIT- LANGUE – MONNAIE

Le présent marché relève du droit français.

Les correspondances, réunions et discussions relatives au marché se dérouleront en français. Il appartient au titulaire de désigner, pour l'exécution du marché, une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

La monnaie de compte du marché est l'euro.

ARTICLE 23 – LITIGES ET CONTENTIEUX

23.1 - Règlement amiable des différends intégrant la médiation interne

La réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits.

Les parties au présent contrat conclu et exécuté de bonne foi, s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation et de coopération, tout différend ou litige qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation, ou à son exécution.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Les ministères économiques et financiers s'engagent à en accuser réception dans les quinze jours. Le pouvoir adjudicateur dispose du délai prescrit par l'article 55 du CCAG sus-mentionné pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet du mémoire de réclamation.

Le correspondant identifié pour traiter ce type de demande est l'acheteur en charge du suivi d'exécution :

dgs-achat@dgfip.finances.gouv.fr.

L'acheteur et le titulaire privilégient le recours au médiateur interne relations fournisseurs des ministères économiques et financiers à l'adresse suivante : mediation-fournisseurs.bercy@finances.gouv.fr.

En cas de constatation par le médiateur de l'échec de cette médiation interne, les parties pourront saisir le médiateur des entreprises via le portail suivant : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/contactez-mediateur-des-entreprises>.

En cas d'échec de cette dernière, les parties pourront saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent dans les conditions prévues à l'article R. 2197-1 du code de la commande publique.

Les parties pourront néanmoins directement saisir le médiateur des entreprises, sans recourir au médiateur interne, ou encore le comité consultatif de règlement amiable compétent sans recourir à une médiation préalable.

La saisine d'un médiateur ou d'un conciliateur doit être effectuée avant l'expiration du délai de recours contentieux.

La saisine d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la constatation du médiateur de l'échec de sa mission.

Le médiateur interne des ministères économiques et financiers et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable.

Le comité consultatif de règlement amiable compétent a lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause dans le cadre d'un recours contentieux.

23.2 - Règlement contentieux des différends

Conformément aux règles d'ordre public portant répartition des compétences entre les ordres de juridiction administratif et judiciaire, le Tribunal administratif de Montreuil est seul compétent pour connaître de tous les litiges entre les Parties concernant la validité, l'interprétation et l'exécution des clauses du présent marché, par application du droit français.

Coordonnées :

Tribunal Administratif de Montreuil
7, rue Catherine Puig
93558 MONTREUIL cedex
Téléphone : 01.49.20.20.00 – Télécopie : 01.49.20.20.99
Mél : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

ARTICLE 24 – MODIFICATION DU CONTRAT

Outre les cas prévus aux articles R2194-1 à R2194-9 du code de la commande publique précité, le marché pourra être modifié par avenant dans les cas suivants :

- si le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, en cas de modification de la composition de ce groupement, à la double condition que :
 - le groupement ainsi modifié remplisse les critères de sélection appliqués lors de la procédure de passation du présent marché ;
 - la modification du groupement soit autorisée par le pouvoir adjudicateur.
- en cas de remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire, résultant d'une cession du marché intervenant dans le cadre d'une cession conventionnelle, d'une cession partielle ou totale d'activités liée à

une opération de rachat, fusion, acquisition ou d'insolvabilité, à la double condition que :

- le nouveau titulaire remplisse les critères de sélection appliqués lors de la procédure de passation du présent marché ;
- la cession du marché soit autorisée par le pouvoir adjudicateur.

■ en cas de cession du marché par la DGFIP à toute entité publique reprenant tout ou partie des missions de la DGFIP ou de la DGCCRF, dès lors que ces missions s'appuient sur l'exécution du présent marché.

ARTICLE 25 – RÉSILIATION

Le marché pourra être résilié dans les cas de résiliation prévus au CCAG/TIC (articles 47 à 51) et dans le présent marché.

La décision de résiliation ne peut intervenir qu'après que le titulaire a été informé par lettre recommandée de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours.

ARTICLE 26 – EXÉCUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

En cas d'inexécution par le titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard ou de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, l'article 54 du CCAG/TIC relatif à l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire est applicable. Celui-ci prévoit notamment que les prestations sont effectuées aux frais et risques du titulaire et que l'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché est à sa charge, alors que la diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 27 – SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est régie par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée et les articles R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique. La non-présentation d'un sous-traitant à l'administration entraînera l'application de pénalités d'un montant de 150 € HT par jour de retard à compter du début d'exécution des prestations par ce sous-traitant.

Le contrat de sous-traitance pourra être demandé par la personne publique.

ARTICLE 28 – GARANTIE À PREMIÈRE DEMANDE OU CAUTION

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie à première demande ou d'une caution personnelle ou solidaire.

ARTICLE 29 – CESSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES

Le présent marché peut faire l'objet de nantissement ou cession de créances de la part du titulaire conformément aux dispositions des articles R 2191-45 à R 2191-63 du code de la commande publique.

Le fonctionnaire compétent pour fournir les renseignements énumérés aux articles R 2191-60 et R 2191-61 du code de la commande publique est désigné dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 30 - SANCTIONS EN MATIÈRE DE TRAVAIL DISSIMULÉ

S'il est établi que les formalités mises à la charge du titulaire en matière de lutte contre le travail dissimulé d'activité ou par dissimulation d'emploi salarié n'ont pas été remplies au regard des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail et qu'après mise en demeure, le titulaire n'apporte pas la preuve qu'il a mis fin aux irrégularités relevées dans un délai fixé par décret en Conseil d'État, la personne publique, conformément aux dispositions de l'article L. 8222-6 du code du travail, pourra appliquer l'une des sanctions suivantes :

- une pénalité égale à 10 % des prestations effectivement payées au jour du constat effectué par la personne publique. Cette pénalité ne pourra toutefois excéder le montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L.8224-2 et L. 8224-5 du code du travail ;
- la résiliation du marché sans indemnité aux frais et risques du titulaire, dans les conditions de l'article 54 du CCAG/TIC, conformément à l'article L. 8222-6 du code du travail.

ARTICLE 31 - LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DÉTACHÉ ILLÉGAL

Les sous-traitants directs ou indirects déclarés et acceptés par la personne publique et toute entreprise de travail temporaire avec laquelle ces derniers contractent pour l'exécution des prestations objet du présent marché sont désignés ci-après « les intervenants ».

Conformément à l'article L1262-4-1 du code du travail, tout détachement sur le territoire national d'un ou plusieurs salariés par une société établie hors de France et qui opère en qualité d'intervenant au marché devra être obligatoirement précédé de la remise à la personne publique des documents mentionnés aux articles R1263-12 et R1263-12-1 du code du travail, notamment la copie de la déclaration de détachement transmise, en langue française, à l'inspection du travail dans le ressort de laquelle s'effectuent les prestations. Cette obligation concerne également toutes les entreprises de travail temporaire établies hors de France avec lesquelles le titulaire contracte pour exécuter les prestations du marché.

Le titulaire fournit à la personne publique tout élément d'information à sa disposition nécessaire à l'accomplissement par lui et par les intervenants des obligations de vigilance posées par la réglementation :

- décret n°2015-364 du 30 mars 2015 relatif à la lutte contre les fraudes au détachement de travailleurs et à la lutte contre le travail illégal ;
- décret n°2017-825 du 5 mai 2017 relatif au renforcement des règles visant à lutter contre les prestations de services internationales illégales en application de l'article 105 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016.

Il s'engage en particulier à transmettre les demandes de la personne publique à l'ensemble des intervenants et à la mettre en contact, si nécessaire, avec eux dès lors que ceux-ci sont établis hors de France et envisagent de détacher des salariés sur le territoire national pour y effectuer les prestations du marché.

A ce titre, il prend toutes les mesures nécessaires pour organiser :

- l'information des intervenants sur leurs obligations réglementaires en matière de lutte contre le travail détaché illégal et les sanctions applicables (articles L. 1263-4-1, L. 1263-5, L. 1264-1, L. 1264-3 et R. 1263-11-1 à R. 1263-11-6 du code du travail) ;

- la propre information de son personnel et celle de la personne publique sur les intervenants qui détachent et/ou envisagent de détacher des salariés sur le territoire national pour y exécuter le marché (nom, adresse, téléphone et mél des sociétés).

Conformément aux articles 50.1-c), 50.1-e) et 50.1-i) du CCAG/TIC, la personne publique se réserve le droit de résilier pour faute le marché sans indemnité aux frais et risques du titulaire en cas de non-respect de la présente clause.

ARTICLE 32 – PLAFONNEMENT DES PÉNALITÉS

Le montant cumulé de l'ensemble des pénalités exigibles par la personne publique pour une année de validité du marché est plafonné à 20 % du montant hors taxes cumulé des bons de commandes notifiés au titulaire au cours de l'année considérée. Au-delà de cette limite, la personne publique se réserve la possibilité de résilier le marché aux torts du titulaire.

Les pénalités dont le titulaire pourrait être redevable seront réglées par imputation sur les paiements à effectuer. Si l'imputation n'est pas possible, un titre de perception sera émis.

ARTICLE 33 – LIMITATION DE RESPONSABILITÉ

Les parties ne seront en aucun cas responsables des dommages indirects. Par dommages indirects les parties conviennent d'entendre les pertes de bénéfices ou chiffre d'affaires, la perte de données, la perte d'exploitation et l'atteinte à l'image encourus par l'autre partie ou un tiers. Il appartient à la personne publique de prendre toutes les précautions nécessaires à la sécurité et à la conservation des fichiers, données et supports d'information qu'elle utilise.

Le titulaire du marché, est responsable des seuls préjudices directs causés par un manquement à ses obligations contractuelles.

Sauf dispositions contraires de la loi, le montant que le titulaire pourra verser suite à l'engagement de sa responsabilité contractuelle ou extra-contractuelle, pour quelque cause et à quelque titre que ce soit, est limité, tous dommages confondus, à une fois et demi (1,5) le montant HT cumulé de la partie ferme et des bons de commande notifiés au titulaire.

ARTICLE 34 – CLAUSE SOCIALE-ÉGALITÉ DE TRAITEMENT ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES AFFECTÉS À L'EXÉCUTION DU MARCHÉ

Le code du travail impose, aux articles L. 3221-2 et suivants, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes. En cas de violation de cette obligation concernant le personnel affecté à l'exécution de la prestation objet du contrat, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute grave conformément à l'article L2195-3 1° du code de la commande publique, et ainsi mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci.

ARTICLE 35 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Les livrables du présent accord-cadre devront être proposés, en priorité, sous format dématérialisé. Le cas échéant, les livrables papiers devront être imprimés sur papier recyclé ou issus de forêts gérées durablement.

ARTICLE 36 – ÉTABLISSEMENT D'UN BILAN D'ÉMISSION DE GAZ A EFFET DE SERRE (BEGES)

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, l'acheteur vérifie que le titulaire, sous réserve qu'il y soit assujetti, respecte les dispositions de l'article L.229-25 du Code de l'environnement.

L'acheteur consulte à cet effet la plateforme informatique hébergée à l'adresse suivante : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>, sur laquelle doivent être publiées les informations relatives à la mise en œuvre des obligations nées de l'article du Code de l'environnement précité³.

Le cas échéant, l'acheteur invite le titulaire à se mettre en conformité dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, pour soutenir la transformation écologique de l'État, les ministères économiques et financiers (MEF) engagés depuis plusieurs années dans une démarche vertueuse de transition sociale et environnementale dans le domaine des achats, encouragent les titulaires qui ne seraient pas assujettis aux dispositions de l'article L.229-25 du

3 Conformément à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre, publié au journal officiel de la république française n°0029 du 4 février 2016.

Code de l'environnement à établir le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre accompagné d'un plan de transition et à les communiquer à l'adresse précitée : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>.

ARTICLE 37 – DÉROGATIONS

L'article 8.1 déroge à l'article 46.2.1 du CCAG/TIC (droits cédés à la personne publique).

L'article 8.2 déroge à l'article 45 du CCAG/TIC (droits concédés par la personne publique).

L'article 9.2 du CCAP déroge à l'article 10.2 du CCAG/TIC (forme des prix)

L'article 12 du CCAP déroge à l'article 47 du CCAG/TIC (stabilité et qualification des équipes)

L'article 15.3 déroge à l'article 32.2 du CCAG/TIC (vérification des UO de support, maintenance courante et exploitation)

L'article 15.5 déroge à l'article 32.2 du CCAG/TIC (autres prestations)

L'article 16 A et B déroge à l'article l'article 14.1 du CCAG/TIC (pénalités pour retard d'exécution des prestations)

ANNEXE – OBLIGATIONS RELATIVES A LA PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Afin de se conformer à la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel, le présent CCAP est complété par les clauses figurant dans le fichier intitulé « DGFIP-DGS-2400051-annexe CCAP-clauses RGPD.pdf ».